

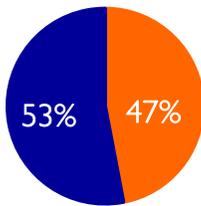

47 552
**Personnes déplacées et
retournées à cause des conflits
intercommunautaires du Logone
Birni**

sur un total de


558 131
**Populations mobiles
dans l'Extrême Nord**

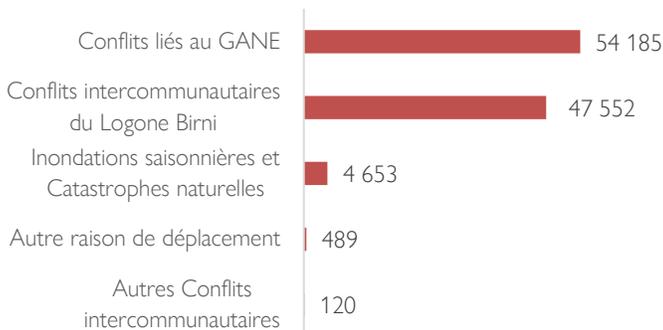
 Nombre de personnes déplacées et retournées liées
aux conflits intercommunautaires du Logone Birni

25 246

 Personnes déplacées
internes

22 306

Personnes retournées

L'analyse des données collectées entre le 9 et le 17 février 2022 indique que les conflits intercommunautaires du Logone Birni avaient conduit au déplacement de 47 552 individus. Sur l'ensemble de toute la population mobile dans la région (558 131 individus) qui comprend les personnes déplacées internes et les retournés, 9 pour cent des déplacements a été causé par les conflits intercommunautaires du Logone Birni. Une part importante des personnes déplacées par la crise dans le Logone Birni est depuis retournée chez elles. En effet, 47 pour cent affectées par le conflit étaient des personnes retournées, étant revenues dans leur localité d'origine. Néanmoins, 53 pour cent des personnes mobiles étaient des personnes qui étaient toujours déplacées suite à la crise dans le Logone-Birni.

**Motifs de déplacement des populations mobiles dans
la région de l'Extrême Nord (2021 et 2022)**


A la date de l'évaluation les conflits intercommunautaires du Logone Birni ont été la cause de déplacement de 47 552 individus, soit 44 pour cent des déplacements ayant eu lieu entre janvier 2021 et février 2022, démontrant l'ampleur de la crise. Les conflits liés aux Groupes Armées Non-Étatiques (GANE) ont déplacé 54 185 individus (51 %)

Contexte

En août 2021 l'Arrondissement du Logone-Birni, du département du Logone et Chari, région de l'Extrême-Nord du Cameroun, a connu des affrontements communautaires. Ces affrontements ont causé des déplacements de milliers de personnes. Alors qu'une accalmie s'installait et qu'une proportion des populations déplacées étaient retournées dans leur localité d'origine, un nouveau conflit intercommunautaire lié à l'accès et au contrôle des ressources naturelles a éclaté le 5 décembre 2021, conduisant à la destruction de plus d'une quarantaine de villages et à de nouveaux déplacements de populations. Les affrontements issus de la crise dans le Logone-Birni ont contraint les populations au déplacement dans le reste du département du Logone et Chari et dans les départements du Mayo-Danay, du Mayo-Sava et du Diamaré.

Ce rapport, annexé au document complet du Rapport sur les déplacements Round 24 de l'OIM Cameroun, présente des analyses spécifiques aux déplacements des populations dus aux conflits intercommunautaires ayant eu lieu dans l'arrondissement du Logone Birni. Les analyses sont effectuées sur la base des données récoltées par la Matrice de suivi des déplacements (DTM) entre le 9 et le 17 février 2022.

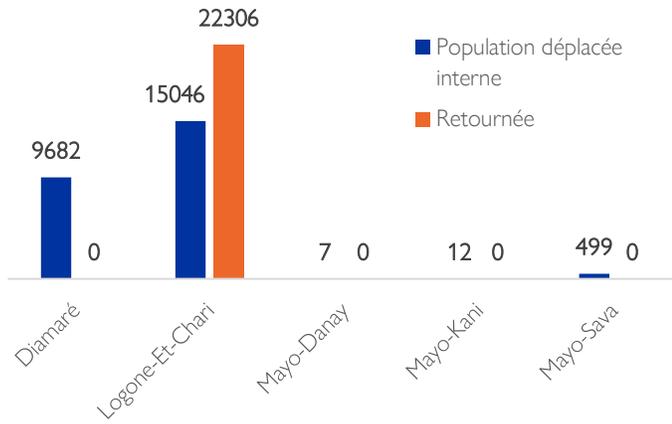
**Motifs de retour des populations affectées par les
conflits intercommunautaires du Logone Birni (Janv.
2021- Fév. 2022)**


Les facteurs principaux derrière le retour des populations sont l'accès à la terre (41%) et l'amélioration de la stabilité dans la zone de retour (37%).

En effet, le travail agropastoral constitue la principale occupation des populations de la zone qui ont besoin de leurs terroirs pour leurs activités économiques dont elles ne peuvent pas facilement bénéficier dans leur localité d'accueil, d'où le besoin de retourner.

Par ailleurs, la médiation conduite entre les acteurs impliqués dans le conflit dans le Logone-Birni, y compris le gouvernement, les chefs et représentants des différentes communautés, a contribué à l'accalmie et a permis l'enclenchement des mouvements de retour vers les localités d'origine.

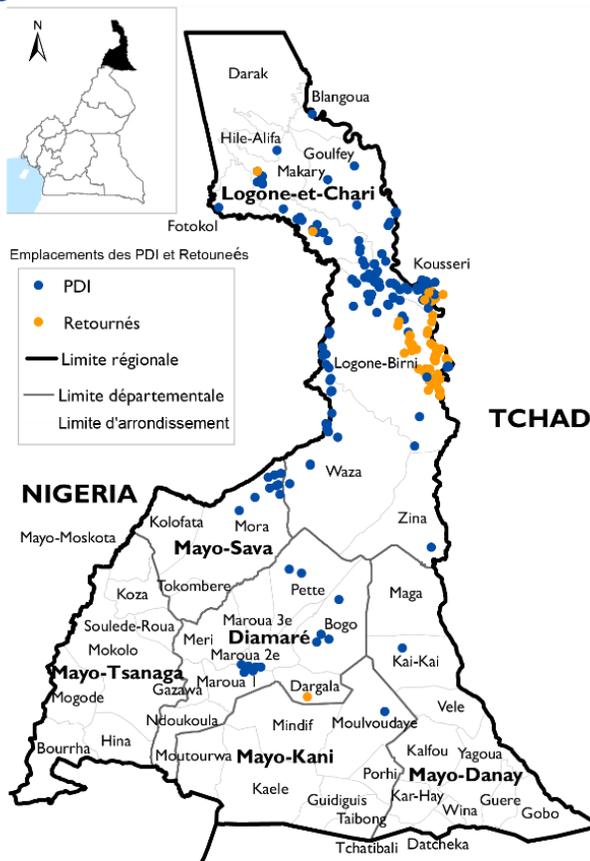
Répartition des populations déplacées liées aux conflits intercommunautaires du Logone Birni par département



L'analyse de la répartition des déplacements des populations liés aux conflits intercommunautaires du Logone Birni montre une forte concentration des PDI dans les arrondissements voisins au foyer des tensions dans le Logone Birni. En effet, 60 pour cent des PDI (15 046 individus) ont été déplacés à l'intérieur du département du Logone et Chari. Cette situation s'explique, en grande partie, par la nature des conflits d'août et de décembre 2021 dans le Logone Birni qui sont des problèmes agropastoraux récurrents avec, parfois, des expériences de violences exacerbées. Les populations éleveurs et les cultivateurs sont dans leurs terroirs d'attache dans le département du Logone et Chari. Ainsi, les PDI sont majoritairement restés à l'intérieur du département dans la perspective de retourner le plus tôt possible dès le retour du calme. Néanmoins, le département du Diamaré a accueilli 38 pour cent des PDI (9 682 individus) tandis que le Mayo-Sava a accueilli 2 pour cent des déplacés (499 individus), reflétant l'extension de ce conflit au delà de l'arrondissement de Logone Birni.

Quant aux populations retournées après leur fuite liée aux affrontements intercommunautaires du Logone Birni, elles sont majoritairement localisées dans le Logone Birni (16 191 individus) et Kousseri (6 062 individus), bien qu'un petit nombre ont retourné dans d'autres arrondissements du département du Logone et Chari, notamment Makari (53 individus). Ceci laisse comprendre que la crise intercommunautaire du Logone Birni a été la cause du départ originel.

Localisation des populations déplacées et retournées affectées par les conflits intercommunautaires du Logone Birni



Analyse des zones de provenance et de déplacement des populations mobiles par la crise du Logone Birni

Sur la carte dans la page suivante, les points et les triangles représentent les localités de déplacement et de retour des populations mobiles respectivement. Leur départements de provenance, si connus, s'observent à travers la couleur des points et triangles.

Des 42 568 personnes déplacées et retournées à la date de l'évaluation dont l'arrondissement d'origine est connu, la grande majorité provenaient du département du Logone et Chari (87%), principalement des arrondissements du Logone Birni (61%) où se sont démarrés les conflits intercommunautaires et de Kousseri (24%).

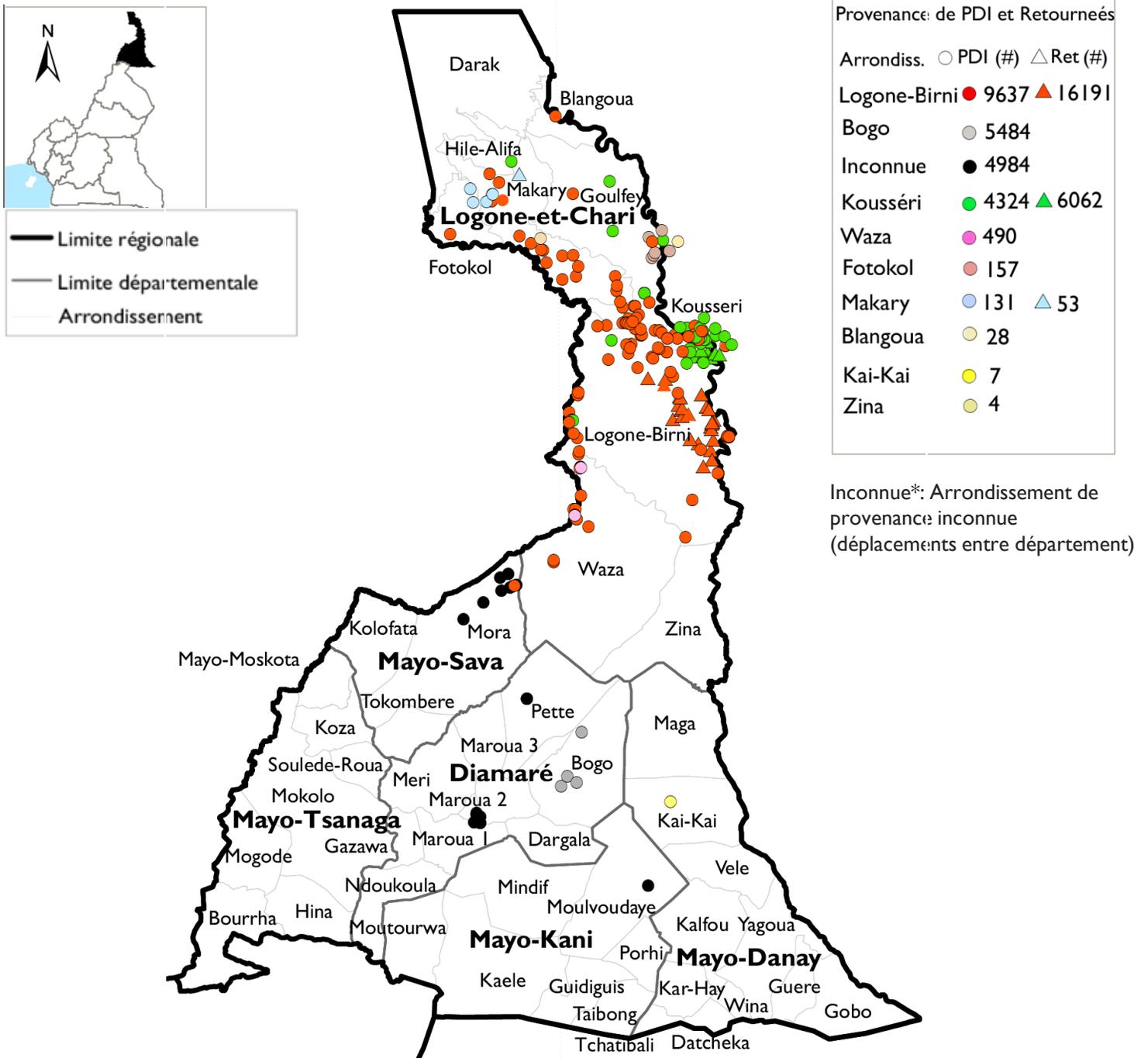
Il convient toutefois de noter que 13 pour cent des populations déplacés provenaient du département du Diamaré, en majorité de l'arrondissement de Bogo.

Quant aux retournés, la quasi-totalité d'entre eux sont des personnes qui ont fui de Logone Birni (73%) ou de Kousseri (27%), et qui sont revenues.

Enfin, à la date de l'évaluation, 4 984 personnes restent déplacées dans un lieu autre que leur département d'origine, dont le département d'origine est connu mais dont l'arrondissement de provenance est inconnu. Ils sont tous soit du département de Mayo-Danay (4 384 individus) soit de Logone-et-Chari (600) et se sont déplacés notamment vers Maroua (3693), Petté (505), Mora (499) ou Waza (275).

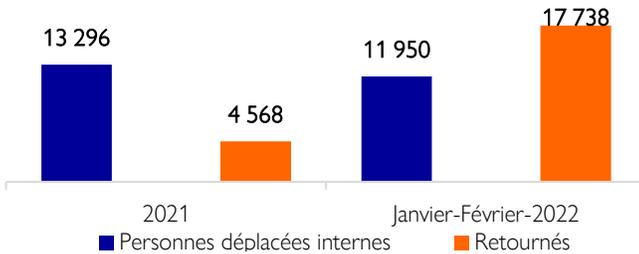
Les cartes de ce rapport ne sont fournis qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

Localités de déplacement des populations mobiles affectées par la crise du Logone Birni selon le département d'origine



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des Frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

Période de déplacement des personnes déplacées par les conflits intercommunautaires du Logone-Birni



Un peu plus de la moitié des PDI ayant fui les conflits intercommunautaires du Logone Birni, soit 52 pour cent des PDI, se sont déplacées au courant de l'année 2021, et 48 pour cent ont effectué leur déplacement dans la période de janvier – février 2022.

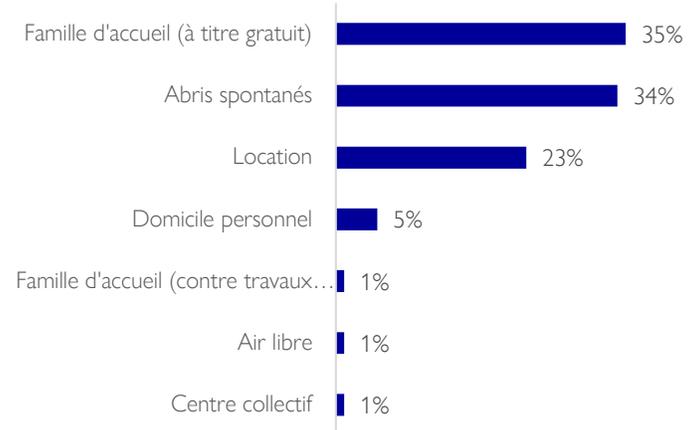
Quant aux vagues de retour des personnes déplacées ayant fui les conflits intercommunautaires du Logone Birni, 20 pour cent des retournés sont revenus dans leur localité d'origine en 2021, tandis que la grande majorité des retours (80%) s'est opérée en janvier-février 2022.

A l'analyse des périodes de déplacements et de retours, il apparaît que les deux types de mouvements (fuite et retour) se sont produits simultanément. Alors que 17 738 individus sont retournés dans leurs arrondissements d'origine entre janvier et février 2022, 11 950 ont fui les conflits au cours de cette même période. Cela montre la continuité de la peur chez certaines populations dans les foyers de tensions et des conflits dans l'arrondissement du Logone Birni malgré la relative accalmie rétablie à travers diverses actions de médiation et de résolution communautaires. En conséquence, il peut être noté une poursuite des deux types de mouvements avec des intensités qui varient selon la perception de la peur et ou de l'imminence de tensions intercommunautaires dans le Logone Birni.



L'OIM et la Division de protection civile (DPC) mènent une enquête sur les déplacements à Zamai site 2 © OIM Cameroun 2022

Types d'abris des ménages PDI déplacés en raison de la crise intercommunautaire du Logone Birni



La majeure partie des populations déplacées internes (35%) vivent gratuitement au sein de familles d'accueil, et 23 pour cent résident dans des maisons louées. Toutefois, 34 pour cent des PDI vivent dans des abris spontanés et 1 pour cent sont sans abris, indiquant des besoins significatifs en abris des personnes déplacées. La majeure partie des ménages PDI présentant des besoins en termes d'abris se trouvent dans le département du Logone et Chari.



Des enquêteurs de l'OIM facilitent un groupe de discussion avec des femmes déplacées à Kidam © OIM Cameroun 2022

Note Méthodologique

En février 2022, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a déployé, en partenariat avec le Gouvernement, le Round 24 de la matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix - DTM) qui a collecté des données sur les chiffres et tendances de déplacement des populations dans la région de l'Extrême-Nord du pays, y compris ceux affectés par les crises intercommunautaires.

A travers sa composante de suivi des déplacements, la DTM a collecté les données auprès des informateurs clés (autorités locales, leaders communautaires, représentants des déplacés et retournés, gestionnaire de sites d'accueil) et des groupes de discussions directement dans les zones accueillant des populations déplacées et sont vérifiées par d'autres sources clés, dont les ONGs locales et internationales et les autorités locales. Les informations ont été collectées en partenariat avec le Gouvernement de la validation des outils aux visites de terrain en passant par les formations des enquêteurs.

Le processus comprend des évaluations à 3 niveaux: une évaluation départementale de base afin de définir le nombre total de personnes déplacées au sein du département et d'identifier les arrondissements accueillant des populations déplacées et nécessitant donc une évaluation plus poussée; une deuxième évaluation de base dans chaque arrondissement identifié comme hébergeant des populations déplacées afin de vérifier l'emplacement des personnes déplacées; et une dernière évaluation de base dans chaque village identifié comme hébergeant des populations déplacées pour obtenir une idée précise sur les mouvements et les différentes catégories de population déplacée.

Pour tenir compte de la complexité du déplacement, la DTM recueille des données sur trois (3) types de populations déplacées:

- **Les Personnes Déplacées Internes.**
- **Les Réfugiés hors camp:** La DTM du Cameroun définit un réfugié hors camp comme un national d'un autre pays que le Cameroun ayant trouvé refuge au Cameroun mais résidant en dehors du camp de Minawao et ayant été enregistré ou pas.
- **Les Personnes Retournées :** Dans le cadre de la DTM du Cameroun, la catégorie «retournés» inclut tous les individus (citoyens Camerounais revenus d'un pays étranger ou personnes déplacées internes) qui sont retournés dans leurs villages d'origine.

La collecte de données a eu lieu entre le 9 et le 17 février 2022 à l'échelle de toutes les localités cibles de la région de l'Extrême –Nord.

Ainsi, les variables liées aux indicateurs de raisons directes de déplacement des personnes déplacées et des retournés ont été filtrées afin d'extraire de la base de données du Round 24 les informations sur la modalité « conflit intercommunautaire ». Puis, un croisement des variables a été opéré sur les localités touchées par la crise du Logone Birni (de provenance et de déplacement), les périodes de conflits intercommunautaires ainsi que des déplacements par catégorie de population a permis d'élaborer ce présent rapport spécial.